



27-02-2014

Italie : Renzi Plus vite et plus loin contre le peuple

Après avoir débarqué son propre premier ministre Enrico Letta, le Parti Démocrate a nommé à sa place Matteo Renzi.

Celui-ci qui se déclare « *pour un changement radical et profond* », arrive au gouvernement avec un **programme d'urgence**. Renzi et le Parti démocrate proposent une coalition très large, élargie au parti de Berlusconi (Forza Italie) et à Grillo (du Mouvement 5 étoiles).

Il veut continuer, aller plus vite et plus loin, **en s'attaquant d'abord au droit du travail et aux prestations sociales**.

La proposition phare de Renzi : **un nouveau code du travail**, qu'il appelle : un "projet pour l'emploi" va rendre « le marché du travail plus flexible » grâce à un contrat unique d'insertion. Selon ce projet, le salaire et l'embauche des salariés ne seront garantis qu'au bout d'une période d'essai de trois ans. Il projette de baisser les salaires et les rémunérations des travailleurs italiens de façon drastique.

Le régime de chômage sera supprimé. Les travailleurs pourront être congédiés facilement et obligés d'accepter des emplois à bas salaires du fait d'une indemnisation chômage très faible.

Il organise des coupes budgétaires dans l'administration provinciale pour dégager des économies s'élevant à ,5 milliards d'euros dans les dépenses publiques de l'Etat.

Au passage, Renzi réduit de 10 % supplémentaires l'impôt sur les sociétés.

Avec de telles propositions il est déjà assuré de pouvoir compter sur le soutien du patronat italien. **Il a eu un très long entretien avec le président de la fédération patronale italienne, Giorgio Napolitano, qui n'en dit que des louanges...**

Ce changement de gouvernement montre une fois de plus que le Parti Démocrate (PD), cette formation créée il y a six ans par l'union de l'ancien parti communiste et des démocrates-chrétiens de centre-gauche est aujourd'hui un parti entièrement au service du capitalisme italien et européen.

Les programmes d'austérité mis en vigueur par les gouvernements successifs de Berlusconi, Monti ou Letta, ont augmenté la dette publique de plus de 500 milliards d'euros et dépassant l'an dernier 2.000 milliards d'euros. Le produit intérieur brut diminue de façon continue...

On a vu le départ d'Italie de la maison mère de Fiat. Depuis 2008 le groupe Electrolux a supprimé 2 000 emplois soit 20% des effectifs, aujourd'hui 2000 de plus sont en passe d'être supprimés. Ce groupe met en pratique ce que le gouvernement a appelé les accords de flexibilité.

Electrolux prévoit de diminuer de 40% les salaires de base, les ramenant à 800 euros.

Tous ces partis, anciens ou nouveaux ont toujours gouverné contre les travailleurs. Quelle que soit la coalition politique qui gouvernera l'Italie, elle le fera dans l'intérêt du système capitaliste.

Ils attaquent sur tous les fronts : le pouvoir d'achat, l'emploi, la protection sociale, le code du travail...

Les salariés italiens n'ont rien de bon à attendre sinon de se rassembler et lutter. Ils n'ont rien à attendre de certaines organisations syndicales comme, la CGIL (Confédération générale italienne du travail), ou le syndicat des métallurgistes FIOM (Fédération internationale des organisations métallurgistes) ainsi que la SEL (Sinistra Ecologia Libertà), qui couvrent Renzi d'éloges.

Seule une lutte puissante dans les entreprises et partout dans le pays permettra de contrer les mauvais coups du patronat et du gouvernement.

www.sitecommunistes.org